

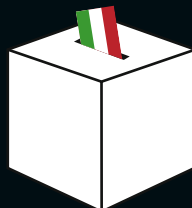
BUSINESS STORY

06 AVRIL 2018

VIKTOR ORBÁN- GEORGE SOROS GUERRE D'IMAGES À BUDAPEST

«Démocratie illibérale» contre société ouverte : le Premier ministre hongrois et le milliardaire philanthrope s'opposent terme à terme dans la campagne des législatives de ce dimanche. Reportage dans la Budapest électrisée de 2018, où l'opposition veut garder l'espoir en dépit des sondages.

Par Jessica Berthereau



Viktor Orbán
brigue
un quatrième
mandat.



Il est, bien malgré lui, la star de la campagne électorale hongroise. Sur de nombreux panneaux publicitaires de Budapest, George Soros, le milliardaire américain d'origine hongroise s'affiche, souriant, entourant de ses bras les principaux leaders de l'opposition. Armés de sécateurs, ces derniers s'attaquent à la clôture barbelée érigée par le gouvernement aux frontières serbe et croate de la Hongrie pour empêcher les migrants de pénétrer le territoire. «*Mais que fait Bernadett avec ces horribles gens ?*», demandent ses électeurs indignés, au standard du LMP, le petit parti écologiste dirigé par Bernadett Szél. «*Ils pensent que c'est une vraie photo, ils ne*

VIKTOR ORBÁN, UN POLITICIEN PRÉCOCE

1963 Naissance à Alcsútdoboz dans une famille relativement pauvre.

1988 Cofondation avec d'autres étudiants de l'Alliance des jeunes démocrates (Fidesz), défiant le régime communiste.

1990 Élu député lors des premières élections libres.

1993 Prend le contrôle du Fidesz, puis le réoriente vers la droite après la défaite aux élections de 1994.

1998-2002 Premier mandat de Viktor Orbán, qui devient le plus jeune Premier ministre hongrois.

2010 Retour au pouvoir avec une super-majorité qui lui permet de changer

la Constitution et le système électoral.

2014 Le Fidesz remporte une nouvelle « super-majorité » en recueillant pourtant moins de votes que lors de l'élection perdue de 2002 (2,14 millions contre 2,31 millions).

2015 Spectaculaire brouille avec l'homme d'affaires Lajos Simicska, qui était son ami le plus proche et l'architecte de l'empire médiatique pro-Fidesz.

GEORGE SOROS, PHILANTHROPE ENGAGÉ

1930 Naissance à Budapest.

1946 Fuit l'occupation soviétique de la Hongrie.

1954 Diplôme de philosophie à Londres.

1956 S'installe à New York comme analyste financier.

1991 Fonde l'université d'Europe Centrale à Budapest.

Septembre 1992 Spécule sur la baisse

de la livre sterling et force la banque d'Angleterre à quitter le Système monétaire européen.

1993 Crée l'Open Society Institute, dont le nom fait référence à Karl Popper.

2018 Attaque au forum de Davos les « Gafam » qu'il présente comme un danger pour la démocratie.

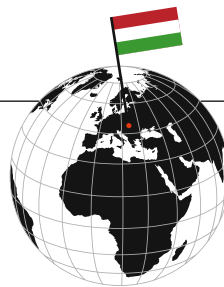
comprennent pas que c'est un montage», soupire depuis son bureau la parlementaire. D'un geste las, elle montre par la fenêtre le square attenant: «Avez-vous vu l'exposition installée par la branche jeunesse du Fidesz? [le parti nationaliste de Viktor Orbán, NDLR] Là aussi ils prétendent que nous voulons détruire la frontière barbelée.»

Viktor Orbán, le Premier ministre candidat à sa réélection dimanche, est en croisade. Contre Bruxelles qui veut imposer des quotas d'accueil de réfugiés. Contre l'Europe de l'Ouest devenue une «zone immigrée, un monde à la population mixte qui prend une direction différente de la nôtre». Contre George Soros et sa «société ouverte». Le milliardaire de 87 ans, célèbre pour s'être attaqué à la livre sterling en 1992, est devenu la bête noire d'Orbán depuis près de trois ans. En septembre 2015, au plus fort de la crise migratoire, il estime dans une tribune que l'Union européenne doit se préparer à «accepter au moins 1 million de demandeurs d'asile par an dans le futur proche». Un mois plus tard, Viktor Orbán donne le coup d'envoi des hostilités. Vilipendant ceux qui soutiennent «tout ce qui affaiblit l'État Nation», il déclare que «le meilleur exemple de ce type de pensée occidentale est George Soros qui entretient et finance l'activisme européen des droits de l'homme encourageant les réfugiés à venir».

Suivront plusieurs campagnes d'affichage, plusieurs «consultations nationales» aux mots bien choisis pour dresser la population contre Bruxelles ou George Soros. Fin 2016, Viktor Orbán annonce que «l'année prochaine sera consacrée à expulser Soros et les forces qui le symbolisent». Il tient parole: au cours du premier semestre suivant, deux lois sont votées; l'une prévoyant de priver de licence les instituts d'enseignement étrangers sans campus dans leur pays d'origine et l'autre obligeant les organisations non gouvernementales (ONG) recevant des financements de l'étranger à s'enregistrer comme telles. Des mesures clairement

George Soros, transformé en épouvantail électoral.





dirigées contre les ONG soutenues financièrement par la fondation Open Society de George Soros et l'Université d'Europe centrale (CEU), établissement américano-hongrois qu'il a fondé en 1991.

Un an plus tard, le sort de la CEU est toujours en suspens. Un accord signé avec une université de l'État de New York est entre les mains des «experts», explique Zoltán Kovács, le porte-parole du gouvernement hongrois, titulaire d'un doctorat de cette université. «Clarifier le statut de la CEU est un intérêt mutuel, assure-t-il. C'est uniquement un problème juridique.» Michael Ignatieff aimerait le croire. Le recteur de l'université ne veut surtout pas faire de politique, ce n'est pas son rôle ni celui d'une université. Pourtant, tout est politique, comme peut le lire le visiteur sur la photo affichée derrière son bureau: un mur où est taguée cette phrase en français. Le Canadien sourit. Il ne se souvient plus d'où vient ce tag, qui dépeint si bien la situation. «Nous sommes pris en otage dans une bataille très personnelle entre Orbán et Soros, regrette-t-il. Pourtant, comme je l'ai répété mille fois, je ne

UN PAYS ENCORE EN RATTRAPAGE

Superficie

93,000 km² (réduite de 71% par le traité de Trianon en 1920, d'où une attitude irrédentiste dans l'entre-deux-guerres).

Population

9,8 millions d'habitants (13^e rang dans l'Union européenne).

PIB par habitant

29 000 dollars (2017), (23^e rang dans l'Union).

IDH (indice de développement humain) 0,836

(43^e rang mondial).

prends pas d'ordre de M. Soros! Ce serait impossible pour une université qui se veut libre.»

Après la chute du communisme, «les universités d'Europe centrale et orientale étaient en ruine, rappelle Michael Ignatieff. Fonder la CEU n'était pas un geste politique, il s'agissait de recréer le cadre académique et scientifique nécessaire à la transition démocratique.» Mais cette dernière a pris un tour pour le moins inattendu dans la région, comme le révèle si bien le parcours de Viktor Orbán. Aujourd'hui chante de la «démocratie illibérale» – comme il l'appelle – il s'est fait un nom sur la place des Héros de Budapest, le 16 juin 1989, en demandant «la fin de la dictature communiste», des «élections libres» et le «retrait des troupes soviétiques» lors d'une cérémonie en mémoire des victimes de l'insurrection de 1956. Quelques mois plus tard, le jeune étudiant en droit partait à Oxford – grâce à une bourse de la fondation de George Soros! – pour entamer des recherches sur le concept de société civile dans la philosophie politique européenne.

«Nous avons été en contact pendant très longtemps mais je ne me rappelle plus la dernière

Dans les rues de Budapest, le portrait de Viktor Orbán est partout: les élections législatives doivent être un plébiscite.





Le Fidesz, parti majoritaire de Viktor Orbán, accuse George Soros de financer l'immigration illégale par le biais des ONG.

fois que nous nous sommes vus, a raconté le milliardaire américain dans un message vidéo en hongrois diffusé fin 2017. Notre relation a mal tourné parce qu'il a mal tourné. Il a beaucoup changé. À l'époque, il était l'un des leaders qui a aidé à mettre en place la démocratie. Mais il a transformé la démocratie en un régime antidémocratique. Il a créé un état mafia, où les dirigeants utilisent leur position pour se maintenir au pouvoir et devenir riches. »

Dans ce pays qui ne cesse de chuter dans le classement annuel de Transparency International, la corruption ne date pas d'hier. « C'est un problème depuis la transition postcommuniste, rappelle Sándor Léderer, directeur de K-Monitor, une ONG hongroise qui lutte contre la corruption. Mais il y a eu un grand changement dans la structure de la corruption en Hongrie après 2010 » – année où Viktor Orbán revient triomphant au pouvoir après huit ans dans l'opposition. « Pour le Fidesz, la corruption est un outil pour mettre en place sa propre élite et se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible, poursuit Sándor Léderer depuis l'appartement où est installée cette petite ONG à Budapest. Elle permet de convertir le pouvoir politique

LA HONGRIE CHUTE TOUJOURS PLUS DANS LE CLASSEMENT ANNUEL DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL.

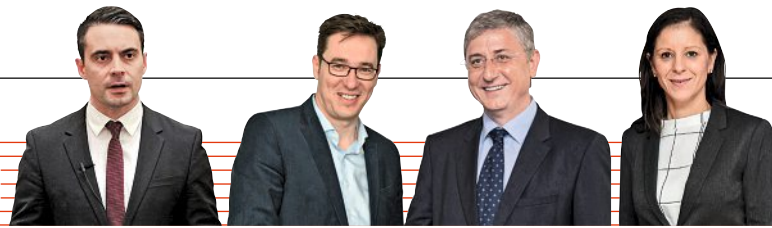
en pouvoir économique, médiatique, culturel... » Les appels d'offres publics par lesquels sont distribués les fonds structurels européens sont l'un des outils les plus utilisés pour redessiner le paysage économique hongrois.

Mi-janvier, une annonce fait grand bruit dans la capitale : l'Office de lutte antifraude de l'Union européenne (Olaf) a transmis à la justice hongroise un rapport révélant « de graves irrégularités » ainsi que des « conflits d'intérêts » dans un vaste contrat d'équipement en éclairage public de municipalités hongroises cofinancé par des fonds européens. L'affaire n'est pas nouvelle ; une plainte avait déjà été déposée en 2015 avant d'être classée sans suite. « L'un des piliers de leur système de corruption est le procureur général. C'est un très bon ami du Premier ministre et il empêche toutes les

enquêtes problématiques », explique Sándor Léderer. Le dossier touche de très près Viktor Orbán : son gendre, Istvan Tiborcz, codétenait l'entreprise qui a remporté la plupart des marchés. Refusant de commenter le contenu du rapport, le porte-parole du gouvernement s'interroge sur le calendrier de cette annonce. « Nous sommes en pleine campagne électorale. L'Olaf et la Commission européenne ont donné des billes à l'opposition pour des raisons politiques », accuse-t-il. Dans l'opposition, on s'interroge en retour sur le calendrier de certaines mesures.

UNE COUR DES COMPTES AUX ORDRES

À la fin de l'année dernière, plusieurs partis politiques – tous issus de l'opposition – ont été contrôlés par la Cour des comptes et ont écopé de lourdes amendes. « En théorie, la Cour des comptes, qui est dirigée par un ancien député du Fidesz, n'a pas le pouvoir d'infliger des amendes. De plus, il n'y a aucun recours possible contre cette décision, ce qui pose la question de la démocratie dans notre pays », peste Márton Gyöngyösi, le numéro 2 du Jobbik, le parti ultradroitier. Principal rival du Fidesz, le Jobbik refuse catégoriquement de payer



UNE OPPOSITION FRAGMENTÉE AUX LÉGISLATIVES

Jobbik

Tête de liste: Gábor Vona
Issu de l'extrême droite, le Jobbik a remis sa rhétorique xénophobe et antisémite pour se présenter comme une formation populaire. Un «*repositionnement pas crédible aux yeux de beaucoup d'électeurs*», constate Csaba Fodor, directeur du think tank Nézőpont.

MSzP

Tête de liste: Gergely Karácsony
Le parti social-démocrate, au pouvoir entre 2002 et 2010, a formé une coalition avec deux micropartis en vue des élections et a décidé de soutenir la tête de liste de l'un d'eux pour le poste de Premier ministre.

DK

Tête de liste: Ferenc Gyurcsány
Ce parti a été créé en dissidence du MSzP par l'ancien Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsány (2004-09). Mais ce dernier est très impopulaire dans le pays depuis la divulgation d'un discours prononcé à huis clos où il admettait avoir menti et n'avoir rien fait au pouvoir.

LMP

Tête de liste: Bernadett Szél
Ce petit parti de gauche et vert, dont le nom en hongrois signifie «*la politique peut être différente*», est entré pour la première fois à l'Assemblée nationale hongroise en 2010. Comme les autres petits partis, son défi est d'atteindre le seuil des 5% nécessaires pour intégrer l'Assemblée.

Momentum

Pas de tête de liste
Ce mouvement issu de la société civile s'est fait connaître en militant contre la candidature olympique hongroise début 2017. Transformé en parti, voulant incarner un renouveau politique et dépasser le clivage droite gauche, il a du mal à réunir plus de 2 ou 3% des intentions de votes.

son amende de 2 millions d'euros. «*C'est une somme énorme. C'est assez pour nous faire mettre la clé sous la porte!*» s'indigne le député.

La présentation mi-février d'un nouveau paquet législatif, officiellement baptisé Stop Soros, semble être arrivée à point nommé. À temps pour détourner l'attention focalisée sur le gendre de Viktor Orbán et remobiliser les électeurs du Fidesz. Il s'agit d'instaurer une taxe de 25% sur les financements étrangers accordés aux ONG qui soutiennent «*l'immigration illégale*» et d'obliger ces dernières à obtenir une autorisation du ministère de l'Intérieur – après vérification des services de sécurité –, avant de pouvoir opérer. «*M. Soros représente une menace sérieuse contre la sécurité nationale, justifie le porte-parole du gouvernement. Il a le droit d'avoir sa propre opinion sur l'immigration mais il n'a aucun droit d'utiliser son argent pour poursuivre des objectifs politiques sans mandat démocratique.*» Un argument entendu aussi au Royaume-Uni, où le milliardaire finance une campagne anti-Brexit. «*Ce projet de loi, c'est le comble*», déplore Goran Buldioski, le directeur de la branche européenne de la fondation Open Society, installée en plein cœur du Vieux Pest. L'année dernière «*fut la plus difficile depuis notre arrivée à Budapest il y a plus de trente ans*, témoigne-t-il. *Au-delà de la campagne incessante contre notre fondateur, nous sommes très inquiets du processus de démantèlement de toutes les voix critiques en Hongrie.*»



Le 15 avril 2017, place de la Liberté, des milliers de personnes sont venues manifester contre la politique anti-européenne de Viktor Orbán et défendre l'université financée par George Soros.

Il en reste encore quelques-unes. «*On ne peut pas dire qu'il s'agit d'une dictature. Il y a toujours des médias critiques, mais le Fidesz a complètement transformé le paysage médiatique*», constate András Dési, journaliste hongrois indépendant qui travaillait pour le quotidien d'opposition Népszabadság jusqu'à sa fermeture brutale en octobre 2016. «*C'est un vaste océan d'orange [la couleur du Fidesz, NDLR] parsemé d'îles plus ou moins grandes.*» Les médias publics, eux, sont clairement orange. «*Nous avons l'habitude de les appeler «médias d'État»*, ironise Ágnes Urbán, professeure à l'université Corvinus de Budapest. Quant aux médias privés, poursuit cette spécialiste en communication, ils ont progressivement été rachetés par «des investisseurs hongrois non professionnels et

politiques» à mesure que les investisseurs internationaux perdaient, sous le triple coup de la chute de la publicité, de la crise financière de 2008 et d'une nouvelle loi sur les médias adoptée en 2010 – très décriée à l'époque par les institutions européennes. Résultat: «*La société est divisée*, constate Ágnes Urbán. *Il y a ceux, plus éduqués, plus jeunes et utilisateurs d'Internet, qui cherchent des voix critiques et les trouvent. Et puis il y a beaucoup d'autres, notamment les plus âgés et ceux vivant dans les zones rurales, qui n'utilisent pas Internet, lisent le journal régional et n'ont accès qu'à la télévision publique: ceux-là ne reçoivent que la propagande et sont persuadés qu'Orbán est le seul à pouvoir les protéger de l'arrivée de «millions de migrants».*» Pour faire entendre leur voix, les partis de l'opposition

utilisent bien sûr les réseaux sociaux mais disent tous, aussi, «être retournés à des méthodes traditionnelles de campagne»: distribuer des tracts dans la rue, faire du porte-à-porte, sillonner les circonscriptions...

Jusqu'à fin février, ils ne se faisaient pas beaucoup d'illusions et admettaient à demi-mot que leur seul but était d'empêcher le Fidesz d'acquiescer une nouvelle «super-majorité» des deux tiers (perdue en 2015). Mais depuis la défaite surprise du parti de Viktor Orbán lors d'une élection municipale partielle, il y a quelques semaines, l'espoir est permis: le candidat du Fidesz a été battu par un indépendant soutenu par tous les partis de l'opposition. «En 2014, le Fidesz a certes remporté 96 des 106 circonscriptions mais dans seulement 27 d'entre elles, il a obtenu plus de votes que les trois principaux partis d'opposition agrégés», rappelle Robert László, analyste du groupe de réflexion Political Capital, juché sur les collines de Buda (1). Si elle s'unit, l'opposition a donc théoriquement des chances de battre le Fidesz. Plus facile à dire qu'à faire: cette opposition est très morcelée, surtout à gauche. «Les partis se détestent, il n'y a aucune confiance entre eux», affirme-t-il. S'ils déjouent les sondages et remportent les élections, parviendront-ils à former un gouvernement? «Ils n'y arriveront pas ou bien il sera très faible, et six mois plus tard nous aurons une nouvelle élection que le Fidesz remportera haut la main», prévient l'analyste

« BEAUCOUP DE GENS SONT DANS CE QUE J'APPELLE UN EXIL INTERNE : ILS NE VEULENT PLUS SE MÊLER DE POLITIQUE. »

pour qui ce serait «le pire des scénarios». Et le meilleur? «Que le Fidesz gagne avec une faible marge. À moyen terme, nous aurons plus de visibilité sur qui peut défier Orbán. Actuellement, il n'y a personne.»

Ce manque d'alternative crédible décourage de nombreux électeurs, indécis. «Beaucoup de gens sont dans ce que j'appelle un exil interne: ils ne veulent plus se mêler de politique», constate avec regret Goran Buldioski. D'autres ont réellement pris le chemin de l'exil: plusieurs centaines de milliers de Hongrois ont quitté le pays depuis son entrée dans l'Union européenne, en majorité des jeunes. Une forme de soupape pour le régime. «Si ceux qui sont partis revenaient, ils seraient tous les jours dans la rue pour exiger un meilleur système éducatif, un meilleur système de santé et des salaires plus élevés», assure l'artiste et activiste Márton Guylás. Certes, des manifestations ont lieu, par exemple au printemps dernier en soutien à la CEU, ou contre la candidature hongroise aux JO,

début 2017. Mais que faire contre «un lent démantèlement de la démocratie»? comme le décrit Sándor Léderer. «C'est dangereux car les gens s'habituent et finissent par trouver cela normal. On est proche du moment où Orbán pourrait simplement «éteindre» la démocratie sans provoquer une révolution.»

Est-elle déjà éteinte? Les politologues peinent à définir le régime hongrois. Mais tous soulignent une centralisation extrême du pouvoir entre les mains du Fidesz, conforme au dessein de Viktor Orbán de construire une «force politique centrale» capable de se maintenir au pouvoir pendant de longues années. Animé par une «volonté absolue de pouvoir» selon l'un de ses biographes Paul Lendvai (2), le Premier ministre hongrois, passionné de football, veut être à la fois «l'arbitre, l'attaquant et le gardien de but». Mais au sein de son parti, la gronde monte. «Les plus mécontents ne sont pas les voix critiques de l'extérieur mais ceux qui sont à l'intérieur même du Fidesz: ce sont les plus frustrés mais ils se sentent prisonniers et ne peuvent pas s'extraire du système», souligne Ágnes Urbán, qui y voit une preuve que le régime n'est pas soutenable.

UN RISQUE DE CONTAGION

Toujours est-il qu'en l'état actuel des choses, la Hongrie représente un énorme défi pour l'avenir de l'Union européenne, juge Goran Buldioski, de la fondation Open Society. Bruxelles, qui a engagé au fil des ans plusieurs procédures contre Budapest, «semble dire «c'est nous contre la Hongrie». Mais la Hongrie est un membre à part entière de l'Union européenne, le Fidesz est membre du Parti populaire européen, donc s'il n'y a pas d'état de droit en Hongrie, il n'y a pas d'état de droit dans une partie de l'Union», martèle-t-il. Le fossé grandit entre les pays d'Europe occidentale et ceux que Budapest entraîne dans son sillage, au premier rang desquels le groupe de Visegrad (Pologne, République tchèque et Slovaquie). «La Croatie se laisse convaincre, l'Autriche a pris une direction patriotique et en Bavière, la CSU a créé une résistance», s'est récemment félicité Viktor Orbán. Quitter l'Union n'est pas une option, répète le porte-parole du gouvernement aux nombreux journalistes qui lui posent la question. La changer de l'intérieur en est une. «Nous voulons convaincre l'Union européenne que le chemin choisi n'est pas le bon», répète-t-il. La croisade continue. ●

(1) Les quatre-vingt-treize autres députés sont désignés par un scrutin sur liste nationale des partis.

(2) «Orbán, Europe's New Strongman», Paul Lendvai. Hurst & Co, 2017.

Le Parlement (au premier plan), à Pest, et le palais de Budavar, sur la rive opposée du Danube.



Plus d'infos sur www.lesechos.fr/we